



**Centre Communal
d'Action Sociale**

**Ville de
Marolles-en-Hurepoix**

**Canton de
Brétigny-sur-Orge**

**Département
de l'Essonne**

**Arrondissement
de Palaiseau**

Date de convocation :
24 septembre 2026

Nombre de conseillers :

**En exercice : 17
Présents : 13
Votants : 15**

Pour : 15
Contre : 00
Abstention : 00

**Date de publication :
5 octobre 2026**

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'Administration du
Centre Communal d'Action Sociale**

L'an deux mille vingt-six, le premier octobre, à dix-huit heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale légalement convoqué, s'est réuni s'est réuni à la mairie de Marolles-en-Hurepoix, sous la présidence de Monsieur Nicolas MURAIL, Président.

Etaient présents :

M. Murail, Mmes Clidière, Chevilliard-Grelot, M. Cousinard, Mme Tussiot, MM. Meissonnier, Joubert, Mmes Despaux, Boucard, M. Vigier, Mme Ficarelli-Corbière, MM. Demange et Preud'homme

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés ayant remis un pouvoir :

Mme Ehrmann a remis pouvoir à Mme Clidière.
M. Hassad a remis pouvoir à Mme Julien.
Mme Machut a remis pouvoir à Mme Ficarelli-Corbière.

Absente excusée :

Mme Julien.

Formant la majorité des membres en exercice.

Objet : Budget RPA – Décision Modificative n° 1.

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable à la Résidence pour Personne Agées,

VU le budget primitif voté le 9 mars 2026,

VU le budget supplémentaire voté le 11 mai 2026,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de revoir certaines lignes budgétaires,

VU le rapport de présentation ci-annexé,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

APPROUVE la décision modificative n°1-2026 de la RPA pour l'exercice 2026, ci-après :

Section de Fonctionnement :		
Dépenses		
	Groupe 3	0,00 €
	Total Dépenses	0,00 €
Recettes		
	Total Recettes	0,00 €

Section d'Investissement :		
Dépenses		
	Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	2 528,71 €
	Total Dépenses	2 528,71 €
Recettes		
	Chapitre 28 – Amortissement des immobilisations	2 528,71 €
	Total Recettes	2 528,71 €

et arrête le budget de l'année 2026 (cumulé) ainsi qu'il suit :

	Dépenses	Recettes
Section Fonctionnement	442 699,81 €	442 699,81 €
Section Investissement	33 115,26 €	33 115,26 €
	----- 475 815,07 €	----- 475 815,07 €

Pour extrait conforme
Le 2 octobre 2026

Nicolas MURAIL,

Maire
Président du CCAS



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet,

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du CCAS de la Commune (Mairie Services des Affaires générales – 1 avenue Charles de Gaulle 91630 Marolles-en-Hurepoix). Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services. Au sens des dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 :

• votre interlocuteur sera Monsieur le Président du CCAS de la commune de Marolles-en-Hurepoix,

• si votre demande donne lieu à une décision explicite en deçà d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

• si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente. Vous disposerez alors également d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.